



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 13 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
169

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 107. Περί κυρώσεως του από 31 'Οκτωβρίου 1951 Καταστατικού της Συνδιασκέψεως της Χάγης του 'Ιδιωτικού Διεθνούς Δικαίου. 1
N. 108. Περί συστάσεως επαρχείων. 2
N. 109. Περί ρυθμίσεως θεμάτων τινών αναγομένων εις την Σχολήν 'Εθνικής Αμύνης. 3

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

514. Περί κυρώσεως Κανονισμού όρων 'εργασίας και αναπαύσεως προσωπικού 'Εξωτερικών 'Υπηρεσιών Ε.Η.Σ. 4

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 107

Περί κυρώσεως του από 31 'Οκτωβρίου 1951 Καταστατικού της Συνδιασκέψεως της Χάγης του 'Ιδιωτικού Διεθνούς Δικαίου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ομόφωνα μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:
"Άρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ ἀπὸ 31 'Οκτωβρίου 1951 Καταστατικὸν τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης τοῦ 'Ιδιωτικοῦ Διεθνoῦς Δικαίου οὗτινος τὸ κείμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν.

"Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένου Καταστατικοῦ ἀρχεται ἀπὸ τῆς 26 Αὐγούστου 1955.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κηρυθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 9 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 12 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΙΔΗΣ

STATUT DE LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Les Gouvernements des Pays ci-après énumérés :

la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse; considérant le caractère permanent de la Conférence de la Haye de Droit International Privé; désirant accentuer ce caractère; ayant, à cette fin, estimé souhaitable de doter la Conférence d'un Statut; sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er.

La Conférence de la Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

Article 2.

Sont Membres de la Conférence de la Haye de Droit International Privé les Etats qui ont déjà participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence et qui acceptent le présent Statut.

Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux Membres est décidée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois, à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

L'admission devient définitive du fait de l'acceptation du présent Statut par l'Etat intéressé.

Article 3.

Le fonctionnement de la Conférence est assuré par la Commission d'Etat néerlandaise, instituée par Décret Royal du 20 février 1897 en vue de promouvoir la codification du droit international privé.

Cette Commission assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont elle dirige les activités.

Elle examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. Elle est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

La Commission d'Etat fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date et l'ordre du jour des Sessions.

Elle s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres.

Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

En cas de besoin, la Commission d'Etat peut, après avis favorable des Membres, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session Extraordinaire.

Article 4.

Le Bureau Permanent a son siège à la Haye. Il est composé d'un Secrétaire Général et de deux Secrétaires, appartenant à des nationalités différentes, qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas, sur présentation de la Commission d'Etat.

Le Secrétaire Général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées.

Le nombre des Secrétaires peut être augmenté après consultation des Membres de la Conférence.

Article 5.

Sous la direction de la Commission d'Etat, le Bureau Permanent est chargé :

a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de la Haye, ainsi que des réunions des Commissions spéciales;

b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues;

c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

Article 6.

En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des Membres doit désigner un organe national.

Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les organes nationaux ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

Article 7.

La Conférence et, dans l'intervalle des Sessions, la Commission d'Etat, peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

Article 8.

Les dépenses du fonctionnement et de l'entretien du Bureau Permanent et des Commissions spéciales sont réparties entre les Membres de la Conférence, à l'exception des indemnités de déplacement et de séjour des Délégués aux Commissions spéciales, lesquelles indemnités sont à la charge des Gouvernements représentés.

Article 9.

Le budget du Bureau Permanent et des Commissions spéciales est soumis, chaque année, à l'approbation des Représentants diplomatiques, à la Haye, des Membres.

Ces Représentants fixent également la répartition, entre les Membres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 10.

Les dépenses, résultant des Sessions Ordinaires de la Conférence, sont supportées par le Gouvernement des Pays-Bas.

En cas de Session Extraordinaire, les dépenses sont réparties entre les Membres de la Conférence représentés à la Session.

En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

Article 11.

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou au Règlement.

Article 12.

Des modifications peuvent être apportées au présent Statut si elles sont approuvées par les deux tiers des Membres.

Article 13.

Les dispositions du présent Statut seront complétées par un Règlement, en vue d'en assurer l'exécution. Ce Règlement sera établi par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation des Gouvernements des Membres.

Article 14.

Le présent Statut sera soumis à l'acceptation des Gouvernements des Etats ayant participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence. Il entrera en vigueur dès qu'il sera accepté par la majorité des Etats représentés à la Septième Session.

La déclaration d'acceptation sera déposée auprès du Gouvernement néerlandais, qui en donnera connaissance aux Gouvernements visés au premier alinéa de cet article.

Il en sera de même, en cas d'admission d'un Etat nouveau, de la déclaration d'acceptation de cet Etat.

Article 15.

Chaque Membre pourra dénoncer le présent Statut après une période de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, alinéa premier.

La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre qui l'aura notifiée.

Fait à la Haye le 31 Octobre 1951.

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ ΤΗΣ ΣΥΝΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΤΟΥ ΙΔΙΩΤΙΚΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΔΙΚΑΙΟΥ

Αι Κυβερνήσεις τῶν κατωτέρω ἀριθμωμένων Χωρῶν :

Τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Αὐστρίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Δανίας, τῆς Ἰσπανίας, τῆς Φιλανδίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τῆς Ἰαπωνίας, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Πορτογαλίας, τοῦ Ἠνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, τῆς Σουηδίας καὶ τῆς Ἑλβετίας.

Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν τὸν μόνιμον χαρακτῆρα τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης τοῦ Ἰδιωτικοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

Ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ἐπιτείνωσι τὸν χαρακτῆρα τοῦτον καὶ κρίνουςαι πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, εὐκταίαν τὴν προίκεισιν τῆς Συνδιασκέψεως δι' ἑνὸς Καταστατικοῦ.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κατωτέρω διατάξεων :

"Αρθρον 1.

Ἡ Συνδιάσκεψις τῆς Χάγης ἔχει ὡς σκοπὸν τὴν ἐργασίαν διὰ τὴν προοδευτικὴν ἐνοποίησην τῶν κανόνων τοῦ Ἰδιωτικοῦ Διεθνoῦς Δικαίου.

"Αρθρον 2.

Εἶναι Μέλη τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης τοῦ Ἰδιωτικοῦ Διεθνoῦς Δικαίου τὰ Κράτη, ἅτινα ἤδη μετέσχον μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνόδων τῆς Συνδιασκέψεως καὶ τὰ ὁποῖα ἀποδέχονται τὸ παρὸν Καταστατικόν.

Δύνανται νὰ καταστοῦν Μέλη οἱ αὐτὸτε ἕτερα Κράτη ὧν ἡ συμμετοχὴ παρουσιάζει ἐνδιαφέρον νομικῆς φύσεως διὰ τὰς ἐργασίας τῆς Συνδιασκέψεως. Ἡ εἰσδοχὴ νέων Μελῶν ἀποφασίζεται ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν μετεχόντων Κρατῶν προτάσει ἐνὸς ἢ περισσοτέρων ἐξ αὐτῶν, διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων, ἐντὸς προθεσμίας ἐξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἡ περὶ εἰσδοχῆς πρότασις ἐτέθη ὑπὸ τῶν αὐτῶν.

Ἡ εἰσδοχὴ καθίσταται ὀριστικὴ ἀπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ.

"Αρθρον 3.

Ἡ λειτουργία τῆς Συνδιασκέψεως ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς Ὀλλανδικῆς Κρατικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς συσταθείσης διὰ τοῦ ἀπὸ 20ῆς Φεβρουαρίου 1897 Βασιλικοῦ Διατάγματος διὰ τὴν προαγωγὴν τῆς κωδικοποιήσεως τοῦ ἰδιωτικοῦ διεθνoῦς δικαίου.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἐξασφαλίζει τὴν ἐν λόγῳ λειτουργίαν μέσῳ Μονίμου Γραφείου οὗτινος διευθύνει τὰς δραστηριότητας.

Ἐξετάζει πάσας τὰς προτάσεις τὰς προοριζομένας νὰ ἐγγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως. Εἶναι ἐλευθέρᾳ ὅπως ἐκτιμᾷ τὴν εἰς τὰς προτάσεις ταύτας δοθησομένην συνέχειαν.

Ἡ Κρατικὴ Ἐπιτροπὴ καθορίζει, ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὰ Μέλη τῆς Συνδιασκέψεως, τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνόδων.

Ἀπευθύνεται πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν διὰ τὴν πρόκλησιν τῶν Μελῶν.

Αἱ τακτικαὶ σύνοδοι τῆς Συνδιασκέψεως θὰ λαμβάνουν κατ' ἀρχὴν χώραν καθ' ἑκάστην τετραετίαν.

Ἐὰν ἤθελε παραστῇ ἀνάγκη, ἡ Κρατικὴ Ἐπιτροπὴ δύναται, κατόπιν συμφώνου γνώμης τῶν Μελῶν, νὰ παρακαλέσῃ τὴν Κυβέρνησιν, τῶν Κάτω Χωρῶν ὅπως συγκαλέσῃ τὴν Συνδιάσκεψιν εἰς ἑκτακτον σύνοδον.

"Αρθρον 4.

Τὸ Μόνιμον Γραφεῖον ἔχει τὴν ἔδραν του ἐν Χάγῃ. Ἀποτελεῖται ἐξ ἐνὸς Γενικοῦ Γραμματέως καὶ δύο Γραμματέων ἐχόντων διαφόρους ἰθαγενείας, οἵτινες διορίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Κάτω Χωρῶν τῇ παρουσίᾳ τῆς Κρατικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ Γραμματεῖς δέον ὅπως εἶναι κάτοχοι καταλλήλων νομικῶν γνώσεων καὶ πρακτικῆς ἐμπειρίας.

Ὁ ἀριθμὸς τῶν Γραμματέων δύναται ν' αὐξηθῇ κατόπιν διαβουλεύσεως τῶν Μελῶν τῆς Συνδιασκέψεως.

"Αρθρον 5.

Ὑπὸ τὴν διεύθυνσιν τῆς Κρατικῆς Ἐπιτροπῆς, τὸ Μόνιμον Γραφεῖον εἶναι ἐπιφορτισμένον μέ :

α) τὴν προετοιμασίαν καὶ τὴν ὁργάνωσιν τῶν συνόδων τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης, ὡς καὶ τῶν συνεδριάσεων τῶν εἰδικῶν Ἐπιτροπῶν.

β) τὰς ἐργασίας τῆς Γραμματείας τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων συνόδων καὶ συνεδριάσεων.

γ) ἅπαντα τὰ καθήκοντα τὰ ἀναγόμενα εἰς τὴν δραστηριότητα τῆς Γραμματείας.

"Αρθρον 6.

Πρὸς τὸν σκοπὸν διευκολύνσεως τῶν ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν Μελῶν τῆς Συνδιασκέψεως καὶ τοῦ Μονίμου Γραφείου, ἡ

Κυβέρνησις ἐκάστου Μέλους δέον ὅπως ὀρίσῃ πρὸς τοῦτο ἐθνικὸν ὄργανον.

Τὸ Μόνιμον Γραφεῖον δύναται νὰ ἀλληλογραφῇ μεθ' ἁπάντων τῶν οὕτως ὀριζομένων ἐθνικῶν ὀργάνων καὶ μετὰ τῶν ἀρμοδίων διεθνῶν ὀργανισμῶν.

"Αρθρον 7.

Ἡ Συνδιάσκεψις καὶ κατὰ τὸ ἐνδιάμεσον μεταξὺ τῶν συνόδων διάστημα ἡ Κρατικὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ συνιστοῦν εἰδικὰς Ἐπιτροπὰς πρὸς τὸν σκοπὸν ἐκπονήσεως σχεδίων συμβάσεων ἢ μελέτης οἰοῦντοθε θέματος ἰδιωτικοῦ διεθνoῦς δικαίου ὑπαγομένου εἰς τοῦ σκοποῦς τῆς Συνδιασκέψεως.

"Αρθρον 8.

Αἱ δαπάναι λειτουργίας καὶ συντηρήσεως τοῦ Μονίμου Γραφείου καὶ τῶν εἰδικῶν Ἐπιτροπῶν κατανέμονται μετὰ-ὶν τῶν Μελῶν τῆς Συνδιασκέψεως, ἐξαιρέσει τῶν ἀποζημιώσεων μετακινήσεως καὶ παραμονῆς τῶν ἀντιπροσώπων ἐκ τῶν εἰδικῶν Ἐπιτροπῶν, αἵτινες βαρύνουν τὰς ἀντιπροσωπευόμενας Κυβερνήσεις.

"Αρθρον 9.

Ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ Μονίμου Γραφείου καὶ τῶν εἰδικῶν Ἐπιτροπῶν ὑποβάλλεται καθ' ἑκάστον ἔτος πρὸς ἔγκρισιν εἰς τοὺς ἐν Χάγῃ διπλωματικούς ἀντιπροσώπους τῶν Μελῶν.

Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι καθορίζουν ὡσαύτως τὴν κατανομήν μεταξὺ τῶν Μελῶν τῶν ἐν τῷ προϋπολογισμῷ τούτῳ ἀναγραφομένων εἰς βάρος αὐτῶν δαπανῶν. Οἱ διπλωματικοὶ ἀντιπρόσωποι συνέρχονται πρὸς τοὺς σκοποὺς τούτους ὑπὸ τὴν προεδρίαν τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

"Αρθρον 10.

Αἱ δαπάναι αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῶν τακτικῶν συνόδων τῆς Συνδιασκέψεως ἀναλαμβάνονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Κάτω Χωρῶν.

Ἐν περιπτώσει ἐκτάκτου συνόδου, αἱ δαπάναι κατανέμονται μεταξὺ τῶν Μελῶν τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν σύνοδον.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, αἱ ἀποζημιώσεις μετακινήσεως καὶ παραμονῆς τῶν ἀντιπροσώπων ἐπιβαρύνουν τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις αὐτῶν.

"Αρθρον 11.

Αἱ συνήθειαι τῆς Συνδιασκέψεως ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύουν, καθ' ὃ μέτρον δὲν εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὸ παρὸν Καταστατικὸν ἢ τὸν Κανονισμόν.

"Αρθρον 12.

Τροποποιήσεις δύναται νὰ ἐπενεχθοῦν εἰς τὸ παρὸν Καταστατικὸν ἐὰν υἱοθετηθοῦν ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν.

"Αρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ θὰ συμπληρωθοῦν δι' ἐνὸς Κανονισμοῦ ἀποσκοποῦντος εἰς τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῶν. Ὁ Κανονισμὸς οὗτος θὰ καταρτισθῇ ὑπὸ τοῦ Μονίμου Γραφείου καὶ θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Μελῶν.

"Αρθρον 14.

Τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἀποδοχὴν εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν αἵτινες μετέσχον μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνόδων τῆς Συνδιασκέψεως. Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εὐθὺς ὡς γίνῃ ἀποδεκτὸν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν ἐβδόμην σύνοδον.

Ἡ δήλωσις ἀποδοχῆς θὰ κατατεθῇ παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῶν Κάτω Χωρῶν, ἥτις θὰ ἐνημερώσῃ τὰς Κυβερνήσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἀρθροῦ. Ἡ ἰδίᾳ διαδικασία θὰ ἀκολουθηθῇ, ἐν περιπτώσει εἰσδοχῆς νέου Κράτους, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν δήλωσιν ἀποδοχῆς τοῦ Κράτους τούτου.

"Αρθρον 15.

"Εκαστον Μέλος δύναται νά καταγγείλῃ τὸ παρὸν Καταστατικὸν μετὰ τὴν παρέλευσιν περιόδου πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως αὐτοῦ ἐν ἰσχύι συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 14 ἐδάφιον πρῶτον.

"Ἡ καταγγελία δέον νά γνωστοποιηθῇ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν τοῦλάχιστον ἑξ ἡμέρας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Συνδιασκέψεως καὶ θά καταστῇ ἐνεργὸς κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ ἔτους τούτου, μόνον ὡς πρὸς τὸ Μέλος ὅπερ προέβη εἰς τὴν γνωστοποίησιν τῆς ὡς ἄνω καταγγελίας.

Ἐγένετο ἐν Χάγῃ τὴν 31ην Ὀκτωβρίου 1951

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 108

Περὶ ονομάσεως ἐπαρχειῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ὑφιστάμενοι ἡμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

"Αρθρον 1.

Σύστασις, ὑπαγωγή καὶ συγκρότησις ἐπαρχειῶν.

1. Παρ' ἐκάστη τῶν ἐπαρχιῶν Καλύμνου, Καρπάθου, Κῶ καὶ Λήμνου, συνιστᾶται ὁμώνυμον ἐπαρχεῖον μὲ ἔδραν τὴν πόλιν Καλύμνον, Κάρπαθον, Κῶ καὶ Μύριναν, ἀντιστοίχως καὶ κατὰ τύπον ἀρμοδιότητά, ἐκτεινόμενην εἰς τὴν περιφέρειαν τῆς οἰκείας ἐπαρχίας.

2. Τὸ ἐπαρχεῖον, ὡς διοικητικὴ μονάς, περιλαμβάνουσα ἀπάσας τὰς ἐν τῇ περιφερείᾳ αὐτοῦ πολιτικὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας, ἀποτελεῖ ὑπηρεσίαν τῆς οἰκείας νομαρχίας.

"Αρθρον 2.

Τοποθέτησις καὶ εἰδικαὶ ἀπολαυαὶ τοῦ ἐπάρχου.

1. Ἐπαρχος τοποθετεῖται, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐσωτερικῶν, μετὰ σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ ἀρμοδίου ὑπηρεσιακοῦ συμβουλίου, ὑπάλληλος τοῦ Α1 Κλάδου Διοικητικοῦ, ἐπὶ βαθμῶ 2ῃ ἢ 3ῃ ἢ 4ῃ, τοῦ Ὑπουργείου Ἐσωτερικῶν.

2. Εἰς τὸν ἐπαρχον καταβάλλονται, μηνιαίως, ἑξοδα παραστάσεως, ὡς καὶ κατ' ἀποκοπὴν ἀποζημίωσις, διὰ τὰς ἐκτὸς ἔδρας μετακινήσεις αὐτοῦ, ὀριζόμενα εἰς τὸ ἥμισυ τῶν, ἐκαστοτε, καταβαλλομένων εἰς τὸν νομάρχην.

"Αρθρον 3.

Θέσις καὶ ἀρμοδιότητες τοῦ ἐπάρχου.

1. Ὁ ἐπαρχος προϊστάται ἀπάσῶν τῶν πολιτικῶν διοικητικῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ ἐπαρχείου καὶ ἔχει τὰς ἐξῆς, γενικῆς φύσεως ἀρμοδιότητας:

α) Λαμβάνει ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, πρὸς ἀντιμετώπισιν ἐκτάκτων ἢ ἐπειγουσῶν περιπτώσεων, ἀναφέρων, ἀμελλητί, εἰς τὸν νομάρχην.

β) Ἐλέγχει τὴν λειτουργίαν καὶ παρακολουθεῖ τὴν δραστηριότητα τῶν πολιτικῶν διοικητικῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ ἐπαρχείου.

γ) Ἐποπτεύει τοὺς ὁργανισμοὺς τοπικῆς αὐτοδιοικήσεως καὶ τὰ λοιπὰ νομικὰ πρόσωπα δημοσίου δικαίου τοῦ ἐπαρχείου.

δ) Προτείνει ἢ εἰσηγείται εἰς τὸν νομάρχην τὰς ἐνδεκνυόμενας ἐνεργείας, πρὸς ἐπίλυσιν τῶν προβλημάτων τῆς ἐπαρχίας καὶ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, πρὸς βελτίωσιν τῆς λειτουργίας καὶ ἀποτελεσματικότητος τῶν, κατὰ τ' ἀνωτέρω, ἐλεγχόμενων ὑπηρεσιῶν καὶ ἐποπτευομένων ὁργανισμῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

ε) Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸν νομάρχην, ἐντὸς τοῦ πρώτου δεκαπενθήμερου τοῦ μηνὸς Ἰανουαρίου ἐκάστου ἔτους, ἐκθέσιν περὶ τῆς λειτουργίας καὶ δραστηριότητος τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ ἐπαρχείου κατὰ τὸ προηγούμενον ἔτος.

2. Ὁ ἐπαρχος ἀσκή τας, δι' ἀποφάσεως τοῦ νομάρχου, μεταβιβαζομένας αὐτῷ ἀποφασιστικὰς ἀρμοδιότητας. Ἡ μεταβίβασις ἀποφασιστικῶν ἀρμοδιοτήτων εἶναι ὑποχρεωτική. Ἡ

ἐκτασις καὶ τὸ εἶδος αὐτῶν καθορίζονται, ἐν ὅψει τῶν εἰδικῶν τοπικῶν συνθηκῶν καὶ τῆς ὁργανώσεως τοῦ ἐπαρχείου, ὑπὸ τοῦ οἰκείου νομάρχου.

"Αρθρον 4.

Προσφυγὴ κατ' ἀποφάσεων τοῦ ἐπάρχου.

1. Κατὰ τῶν ἀποφάσεων τοῦ ἐπάρχου, ἐπιτρέπεται εἰς πάντα ἔχοντα ἐνομον συμφέρον προσφυγὴ διὰ παράβασιν νόμου ἐνώπιον τοῦ οἰκείου νομάρχου ἐντὸς ἀποκλειστικῆς προθεσμίας τριάντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως ἢ ἐὰν ἡ ἀπόφασις δὲν δημοσιεῖται, ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως ἢ ἄλλως ἀπ' ἧς ἐλάβε γνώσιν.

2. Ὁ νομάρχης ὁρεῖται ν' ἀποφασίσῃ ἐντὸς ἐξήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς υποβολῆς τῆς προσφυγῆς εἰς αὐτόν.

3. Ἀσκηθείσης τῆς προσφυγῆς δύναται νά διαταχθῇ ὑπὸ τοῦ ἐπάρχου ἢ τοῦ νομάρχου ἢ ἐπὶ τριάντα τὸ πολὺ ἡμέρας ἀναστολὴ ἐκτελέσεως τῆς καθ' ἧς ἡ προσφυγὴ πράξεως. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὁ νομάρχης ὑποχρεοῦται νά ἀποφασίσῃ ἐπὶ τῆς προσφυγῆς ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῶν τριάντα ἡμερῶν.

4. Ὁ νομάρχης δύναται καὶ αὐτεπαγγέλτως ν' ἀκυροῖ παράνομον πράξιν τοῦ ἐπάρχου ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐκδόσεώς της.

"Αρθρον 5.

Ἐξουσιοδοτήσεις.

1. Διὰ προεδρικῶν διαταγμάτων, ἐκδιδομένων προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Ἐσωτερικῶν καὶ τοῦ, κατὰ περίπτωσιν, ἀρμοδίου Ὑπουργοῦ, συνιστῶνται παρὰ ταῖς ἐπαρχεῖσις αἱ ἀναγκαῖαι ὑπηρεσίαι καὶ δύναται νά ἀναδιարθρῶνται αἱ ὑφιστάμεναι τοιαῦται. Διὰ τῶν αὐτῶν διαταγμάτων καθορίζονται ὁ τίτλος, αἱ ἀρμοδιότητες, ἡ διάρθρωσις, ὡς καὶ ἡ σύνθεσις καὶ αἱ, κατὰ κατηγορίαν καὶ κλάδον, θέσεις τοῦ προσωπικοῦ τῶν συνιστωμένων καὶ ἀναδιարθρουμένων ὑπηρεσιῶν τοῦ ἐπαρχείου, διὰ μεταφοράς αὐτῶν ἐξ ἄλλων ὑπηρεσιῶν τοῦ οἰκείου Ὑπουργείου.

2. Διὰ προεδρικοῦ διατάγματος, ἐκδιδομένου προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως καὶ Ἐσωτερικῶν, ρυθμίζονται τὰ τῆς ἀναπληρώσεως τοῦ ἐπάρχου καὶ πάσα ἀναγκαῖα λεπτομέρεια, περὶ τῆς θέσεως καὶ τῶν καθηκόντων αὐτοῦ.

"Αρθρον 6.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κηρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 9 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 12 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 109

Περὶ ρυθμίσεως θεμάτων τινῶν ἀναγομένων εἰς τὴν Σχολὴν Ἑθνικῆς Ἀμύνης.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ὑφιστάμενοι ἡμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

"Αρθρον 1.

1. Κατ' ἐξίχεσιν τῶν σχετικῶν διατάξεων τοῦ Ν.Δ. 91/1973 «περὶ Σχολῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης» ὁρίζονται διὰ τὸ χρ-

νικών διάστημα από 'Ιουλίου 1975 έως και 'Ιουλίου 1977 εις τὴν Σχολὴν Ἑθνικῆς Ἀμύνης τέσσαρες (4) Ἐκπαιδευτικαὶ Σειραί, ἀποκαλούμεναι 26η, 27η, 28η καὶ 29η.

2. Εἰς τὴν 26ην Ἐκπαιδευτικὴν Σειράν θὰ ἐκπαιδεύθωσιν ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιθυμοῦν καὶ ἀνεξαρτήτως ἡλικίας, ἅπαντες οἱ κατὰ τὴν ἐναρξὶν ἰσχύος τῆς κατὰ τὴν παρούσαν παράγραφον Ὑπουργικῆς ἀποφάσεως. Ἀνωτάτοι Αἰξιοματικοὶ βαθμῶν Ὑποστρατήγου καὶ Ταξίαρχου τοῦ Στρατοῦ Ἑλλάδος καὶ τῶν ἀντιστοίχων βαθμῶν τοῦ Ναυτικοῦ καὶ τῆς Ἀεροπορίας, ἀποφοίτοι τῆς Σχολῆς Πολέμου τοῦ Κλάδου των. Ἡ διάρκεια τῆς ἐκπαιδεύσεως ὀρίζεται εἰς ἐπτὰ (7) μῆνας καὶ οἱ ἐκπαιδευόμενοι, δὲν θὰ ἀνήκουν εἰς τὴν δύναμιν τῆς Σχολῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἑθνικῆς Ἀμύνης ἐκδιδόμενη προτάσει τοῦ Ἀρχηγοῦ τῶν Ἑνόπλων Δυνάμεων ἐντὸς δεκαπενθήμερου ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος καὶ δημοσιευμένης διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζονται τὰ τοῦ χρόνου ἐναρξέως καὶ πέρατος τῆς Ἐκπαιδευτικῆς ταύτης Σειράς, τὰ τοῦ τρόπου τῆς εἰδικῆς ἐκπαιδεύσεως τούτων, ὡς καὶ πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια.

3. Εἰς τὰς 27ην, 28ην καὶ 29ην Ἐκπαιδευτικὰς Σειράς θὰ φοιτήσουν Ἀνώτεροι Αἰξιοματικοί, βαθμῶν Συνταγματάρχου καὶ Ἀντισυνταγματάρχου Στρατοῦ Ἑλλάδος καὶ τῶν ἀντιστοίχων βαθμῶν τοῦ Ναυτικοῦ καὶ τῆς Ἀεροπορίας, εὐδοκίμως ἢ τοῦλάχιστον μὲ βαθμὸν «καλῶς» ἀποφοίτησαντες τῆς Σχολῆς Πολέμου τοῦ Κλάδου των ἢ μὴ ἀποφοίτοι ταύτης Ἀξιοματικοὶ Σωμάτων, δι' οὓς δὲν προβλέπεται φοίτησις εἰς Σχολὴν Πολέμου, ἐφ' ὅσον ἐπιλεγοῦν ἔστω καὶ ἐὰν κατὰ τὴν ἐναρξὶν φοιτήσεώς των κατέχουν βαθμὸν Ἀνωτάτου Αἰξιοματικοῦ, ὡς καὶ Αἰξιοματικοὶ τῆς Χωροφυλακῆς, Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ τοῦ Λιμενικοῦ Σώματος, ἀντιστοίχου πρὸς Συνταγματάρχην ἢ Ἀντισυνταγματάρχην βαθμοῦ καὶ Ὑπάλληλοι Α' κατηγορίας 4ου βαθμοῦ καὶ ἄνω τῶν Ὑπουργείων ὡς καὶ ὑπάλληλοι τῶν καθ' οἰκονομία τῶν σχετιζομένων μὲ τὴν Πολιτικὴν Ἀμυναν τῆς Χώρας Ὁργανισμῶν καὶ Ἐπιχειρήσεων Δημοσίου καὶ Ἰδιωτικοῦ Δικαίου. Ἡ διάρκεια φοιτήσεως ἐκάστης Ἐκπαιδευτικῆς Σειράς ὀρίζεται εἰς ἐπτὰ (7) μῆνας, οἱ δὲ πρὸς φοίτησιν Ἀξιοματικοὶ καὶ ὑπάλληλοι θὰ ἐπιλεγοῦν ἀνεξαρτήτως ἡλικίας καὶ θὰ ἀνήκουν εἰς τὴν δύναμιν τῆς Σχολῆς κατὰ τὸ διάστημα τῆς φοιτήσεώς των.

4. Τὰ τῆς ἐπιλογῆς τῶν Συνταγματάρχων, Ἀντισυνταγματάρχων καὶ Ὑπαλλήλων, τοῦ καθορισμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Σπουδαστῶν, τοῦ χρόνου ἐναρξέως καὶ πέρατος ἐκάστης Ἐκπαιδευτικῆς Σειράς, ὡς καὶ πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου, καθορισθήσονται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἑθνικῆς Ἀμύνης, ἐκδοθῆσάσης τῇ προτάσει τοῦ Ἀρχηγοῦ Ἑνόπλων Δυνάμεων, ἐντὸς 15-ημερίου ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος καὶ δημοσιευμένης εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχύς τοῦ παρόντος ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κηρυχθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ εἰτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 514

Περὶ κυρώσεως Κανονισμοῦ ὥρων ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως προσωπικοῦ Ἐξωτερικῶν Ὑπηρεσιῶν Ε.Η.Σ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὴν παράγραφον 4 τοῦ ἄρθρου 28 τοῦ Ν. 4464/1965 «περὶ τροποποιήσεως διατάξεων τινῶν τοῦ Ὑπαλληλικοῦ Κώδικος».

2. Τὸν Νόμον 3752/1929 «περὶ κυρώσεως διὰ διαταγμάτων Κανονισμῶν τοῦ προσωπικοῦ νομικῶν προσώπων δημοσίου δικαίου ἢ φυσικῶν προσώπων συνδεομένων διὰ συμβάσεων μετὰ τοῦ Κράτους, πρὸς ἄσκησιν λειτουργίας κοινῆς χρήσεως καὶ ὠφελείας τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν».

3. Τὸ Ν.Δ. 3789/1957 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τῆς Ἑργατικῆς Νομοθεσίας».

4. Τὸ Β.Δ. 238/1971 «περὶ καθορισμοῦ τῶν μεταφερομένων θέσεων καὶ τῆς μετατάξεως Ὑπαλλήλων ἐκ τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἑργασίας ἐκδοθὲν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν.Δ. 1/1968, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὸ ἄρθρον 9 τοῦ Β.Δ. 867/1960 «περὶ Ὁργανισμοῦ τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Μεταφορῶν τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν».

5. Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ/τος 175/1973 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων» τεθείσας ἐν ἰσχύϊ διὰ τοῦ Ν. Δ/τος 396/1973.

6. Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ/τος 267/1974 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων Νομοθεσίας».

7. Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 2269/1920 «περὶ ἐπικυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθμ. 1 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἑργασίας «περὶ περιορισμοῦ τῶν ὥρων ἐργασίας ἐν ταῖς Βιομηχανικαῖς ἐπιχειρήσεσιν εἰς 8 καθ' ἡμέραν καὶ 48 καθ' ἑβδομάδα».

8. Τὴν γνώμην τοῦ Ἀνωτάτου Συμβουλίου Ἑργασίας διατυπωθεῖσαν εἰς τὰς ἀπὸ 14.3.1975 καὶ 18.4.1975 συνεδριάσεις αὐτοῦ.

9. Τὰ ὑπ' ἀριθμ. 45939/29.10.1973, 287/20.2.1974 ἔγγραφα τῶν Ε.Η.Σ. καὶ τοῦ Σωματείου Προσωπικοῦ Ε.Η.Σ. ἀντιστοίχως.

10. Τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας διατυπωθεῖσαν ἐν τῷ ὑπ' ἀριθμ. 546/1975 πρακτικῷ αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἀπασχολήσεως Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν :

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦμεν τὸν ἐξ 11 ἄρθρων Κανονισμὸν ὥρων ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως τοῦ Προσωπικοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπηρεσιῶν τῆς Ἑταιρείας «ΕΛΛΗΝΙΚΟΙ ΗΛΕΚΤΡΙΚΟΙ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΟΙ» Α.Ε. (Ε.Η.Σ.) ἔχοντα ὡς ἀκολουθοῦσιν :

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΩΡΩΝ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΑΝΑΠΑΥΣΕΩΣ
ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ Ε.Η.Σ.

Ἄρθρον 1.

Ἀντικείμενον τοῦ Κανονισμοῦ.

Ὁ παρὼν Κανονισμὸς καθορίζει τὰς ὥρας ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ἑλληνικῶν Ἡλεκτρικῶν Σιδηροδρόμων Ε.Η.Σ. καὶ ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ πάσης φύσεως καὶ κατηγορίας προσωπικοῦ τῶν Ὑπηρεσιῶν τούτων, ὡς ἀναλυτικῶς περιγράφεται κατωτέρω :

1. Προσωπικὸν Ἐξωτερικῆς Ὑπηρεσίας Ἐκμεταλλεύσεως:
 - α) Θυρωροὶ Σταθμῶν καὶ Κτιρίων, Ἡμεροφύλακες καὶ Ὑπηρετὰι Σταθμῶν καὶ Στάσεων.
 - β) Νυκτοφύλακες Σταθμῶν, Στάσεων καὶ Κτιρίων.
 - γ) Τροχοπεδηταί.
 - δ) Κλειδοῦχοι καὶ Ἀρχιμειδούχοι Σιδηροδρομικῆς γραμμῆς.

- ε) Έκδότης είσιτηρίων.
- στ) Εισπράκτορες τροchioδρόμων.
- ζ) Συλλέκτης.
- η) Προϊστάμενοι 'Αμαξοστοιχιών.
- θ) Έλεγκται Τροchioδρόμων και Σιδηροδρόμων.
- ι) Σταθμάρχης.

2. Προσωπικόν 'Εξωτερικῆς 'Υπηρεσίας Γραμμῆς Οικοδομικῶν καὶ Τεχνικῶν 'Εργῶν :

- α) Καθαρίζεται τροchioδρομικῆς Γραμμῆς.
- β) Σηματοδοτῶνται.
- γ) Φύλακες Γραμμῆς καὶ Φύλακες 'Ισοπέδων Διαβάσεων.
- δ) Τεχνῖται καὶ 'Εργάται Συντηρήσεως 'Αλλαγῶν.
- ε) 'Εργάται καὶ Τεχνῖται Συντηρήσεως Γραμμῆς καὶ Συναφῶν ταύτης 'Εργῶν.
- στ) 'Υπαρχιεργάται Συντηρήσεως Γραμμῆς καὶ συναφῶν ταύτης 'Εργῶν.
- ζ) 'Αρχιεργάται Συντηρήσεως Γραμμῆς καὶ Συναφῶν ταύτης 'Εργῶν.
- η) Τεχνῖται Τεχνικῶν ἐν γένει 'Εργῶν.
- θ) 'Εργάται καὶ τεχνῖται Κηπουροί.
- ι) 'Εργοδηγοί - 'Επιστάται.
- κ) 'Εργάται - 'Υπαρχιεργάται - 'Αρχιεργάται Οικοδομῶν.

3. Προσωπικόν 'Εξωτερικῆς 'Υπηρεσίας 'Ελξεως καὶ 'Αποκλεισμοῦ Γραμμῆς :

- α) Θυρωροὶ καὶ Νυκτοφύλακες 'Εργοστασίων καὶ 'Αμαξοστασίων.
- β) Καθαρίζεται 'Οχημάτων.
- γ) Λιπανταὶ καὶ 'Επισκέπται Τροχίου 'Υλικοῦ.
- δ) Τεχνῖται καὶ 'Αρχιτεχνῖται 'Εργοστασίων καὶ 'Αμαξοστασίων πάσης Εἰδικότητος.
- ε) Χειρίζεται Μηχανῶν πεπιεσμένου ἀέρος.
- στ) 'Εργάται ὑπαρχιεργάται καὶ 'Αρχιεργάται ἐργοστασίων καὶ ἀμαξοστασίων.
- ζ) 'Εργάται, Τεχνῖται, 'Αρχιτεχνῖται 'Αποκλεισμοῦ Γραμμῆς.
- η) 'Ηλεκτροδηγοὶ 'Απλῶν καὶ Πολλαπλῶν Μονάδων.
- θ) 'Εργοδηγοί.
- ι) 'Απαν τὸ λοιπὸν 'Εργατοτεχνικὸν βοηθητικὸν ἢ 'Υπηρετικὸν Προσωπικόν, ὅπερ ἀπασχολεῖται εἰς τοὺς Σταθμούς, τὰς Γραμμάς, τὰ 'Εργοστάσια ἢ 'Εργοτάξια, τὰ ἀμαξοστάσια, τὰς ἀποθήκας ὡς καὶ τὰς λοιπὰς ἐγκαταστάσεις ἢ ἐργασίας.

Ἄρθρον 2.

Καθορισμὸς ἐννοιῶν.

Οἱ ἐν τῷ παρόντι Κανονισμῷ ὅροι ὡς πρὸς τὸ ὥράριον ἐργασίας καὶ τὰς ἀναπαύσεις τοῦ προσωπικοῦ 'Εξωτερικῶν 'Υπηρεσιῶν τῶν Ε.Η.Σ. ἔχουσιν τὴν ἀκόλουθον ἐννοιαν :

α) Προσωπικόν 'Εξωτερικῶν 'Υπηρεσιῶν : Τὸ προσωπικὸν τὸ ἀνήκον εἰς τὰς κατηγορίας καὶ εἰδικότητας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 6 τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 13-1-2)16-2-1940 Β. Δ/τος κυρωθέντος Κανονισμοῦ Προσωπικοῦ 'Εξωτερικῶν 'Υπηρεσιῶν τῶν Ε.Η.Σ.

β) Διορία : Τὸ σύνολον τῶν ἐργασίμων ὥρῶν καὶ τῶν ὥρῶν τῶν διαλειμμάτων ἐν ἐκάστη περιόδῳ ἐργασίας.

γ) Διάλειμμα : Τὸ ἐνδιάμεσον χρονικὸν διάστημα παύσεως ἡμερησίας ἐργασίας.

δ) Διακοπὴ ἐργασίας : Τὸ χρονικὸν διάστημα τὸ περιλαμβανόμενον μεταξὺ τῆς λήξεως τῆς ἡμερησίας ἐργασίας καὶ τῆς ἐναρξέως τῆς ἐργασίας κατὰ τὴν ἐπομένην ἡμέραν.

ε) Ἀνάπαυσις : Διακοπὴ τῆς ἐργασίας διαρκείας εἴκοσι τεσσάρων (24) ὥρῶν τοὐλάχιστον.

στ) Περίοδος ἐργασίας : Τὸ μεταξὺ δύο διαδοχικῶν ἀναπαύσεων διάστημα.

ζ) Κανονικὴ ἐργασία : Τὸ χρονικὸν διάστημα, καθ' ὃ ἐκτείνεται ἡ ἐργασία ἡμερησίως.

η) Ἐφεδρεία : Ὁ χρόνος τῆς παραμονῆς τοῦ μισθωτοῦ εἰς τεταγμένην θέσιν, ἀνευ ἄλλης ὑποχρεώσεως, μέχρις οὗ διαταχθῇ νὰ ἀναλάβῃ τὴν ἑν ἐκτελεῖ ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 3.

Κανονικὴ ἐργασία.

1. Ἀπὸ 1ης 'Ιουλίου 1975 αἱ ὥραι ἐβδομαδιαίας ἐργασίας τοῦ προσωπικοῦ ὁρίζονται εἰς τεσσαράκοντα πέντε (45). Ἡ καθ' ὑπερβάσιν τῶν 45 ὥρῶν ἐβδομαδιαίως καὶ μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 48ώρου ἀνωτάτου ὁρίου ἐβδομαδιαίας ἐργασίας ἀπασχόλησις τοῦ μισθωτοῦ ἐναπόκειται εἰς τὴν κρίσιν τοῦ ἐργοδότη, τοῦ μισθωτοῦ ὑποχρεομένου εἰς τὴν παροχὴν τῆς ἐργασίας.

2. Διὰ τὴν κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀπασχόλησιν τοῦ μισθωτοῦ πέραν τῶν 45 ὥρῶν καὶ μέχρι 48 κατ' ἀνωτάτον ὅριον ἐβδομαδιαίως ὀφείλεται συμπληρωματικὴ ἀμοιβὴ κατὰ τοὺς ὁρισμούς τῶν ἄρθρων 4 παρ. 1 καὶ 2 καὶ 5 τῆς ἀπὸ 26 Φεβρουαρίου 1975 'Εθνικῆς Γενικῆς Συλλογικῆς Συμβάσεως 'Εργασίας (Φ.Ε.Κ. 276 τ.Β' τῆς 4.3.1975).

Ἄρθρον 4.

1. Εἰς τὸν χρόνον τῆς κανονικῆς ἡμερησίας ἐργασίας περιλαμβάνονται :

- α) Ἡ πραγματικὴ ἐργασία.
- β) Πᾶν διάλειμμα ἔλασσον τῶν 2 ὥρῶν.
- γ) Ὁ χρόνος τῆς ἐφεδρείας.
- δ) Ὁ χρόνος ἐκπαιδεύσεως.

ε) Ἐν ἡμίωρον διάλειμμα χορηγούμενον εἰς ἅπαν τὸ προσωπικὸν μετὰ τὴν παροχὴν 3ώρου ἐργασίας, πρὸς λήψιν γούματος, ἀνάπαυσιν κλπ.

Τὸ διάλειμμα τοῦτο εἰδικῶς διὰ τοὺς ἠλεκτροδηγούς, σταθμάρχας καὶ προϊσταμένους ἀμαξοστοιχίας δὲν δύναται νὰ εἶναι ἔλασσον τῶν πεντήκοντα (50') λεπτῶν. Ἡ ἐναρξίς καὶ λήξις τούτου δύναται νὰ καθορίζεται ἐκαστοτε ὑπὸ τῆς ἐταιρείας Ε.Η.Σ. πρὸς τὸν σκοπὸν ὁμαλῆς καὶ εὐρύθμου λειτουργίας τῆς κυκλοφορίας.

στ) Ὁ χρόνος διὰ τὴν παράδοσιν καὶ παραλαβὴν τῆς ταμιακῆς διαχειρίσεως διὰ τοὺς ἐκδότες ἢ τοὺς ἐκτελοῦντας χρέη ἐκδότη, ὅστις ὁρίζεται εἰς τριάκοντα (30') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας δι' ἐκάστην παράδοσιν καὶ τριάντα (30') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας δι' ἐκάστην παραλαβήν, κατὰ τὴν ἐναρξίν καὶ λήξιν τῆς ἐργασίας.

ζ) Ὁ χρόνος ἐπιθεωρήσεως παραλαβῆς καὶ παραδόσεως τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος ἐκ τοῦ ἢ εἰς τὸ ἀμαξοστάσιον, ἀποβάθραν ὁρίζεται διὰ τοὺς προϊσταμένους ἀμαξοστοιχιῶν, ἠλεκτροδηγούς καὶ εἰσπράκτορας τροchioδρόμων Περάματος ὡς ἀκολούθως :

(1) Διὰ τοὺς ἠλεκτροδηγούς :

(α) Κατὰ τὴν παραλαβὴν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος ἐκ τοῦ ἀμαξοστασίου εἰς τριάκοντα (30') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(β) Κατὰ τὴν παραλαβὴν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος ἐκ τῆς ἀποβάθρας εἰς δέκα (10') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(γ) Κατὰ τὴν παράδοσιν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος εἰς τὸ ἀμαξοστάσιον εἰς εἴκοσι (20') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(δ) Κατὰ τὴν παράδοσιν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος εἰς τὴν ἀποβάθραν εἰς δέκα (10') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(2) Διὰ τοὺς Προϊσταμένους ἀμαξοστοιχιῶν καὶ τοὺς ἐκτελοῦντας χρέη Προϊσταμένου, καὶ διὰ τοὺς εἰσπράκτορας Τροchioδρόμων Περάματος.

(α) Κατὰ τὴν παραλαβὴν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος ἐκ τοῦ ἀμαξοστασίου εἰς δέκα πέντε (15') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(β) Κατὰ τὴν παραλαβὴν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος ἐκ τῆς ἀποβάθρας εἰς δέκα (10') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(γ) Κατὰ τὴν παράδοσιν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος εἰς τὸ ἀμαξοστάσιον εἰς δέκα πέντε (15') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

(δ) Κατὰ τὴν παράδοσιν τῆς ἀμαξοστοιχίας ἢ τῶν τροchioδρόμων Περάματος εἰς ἀποβάθραν εἰς δέκα (10') πρῶτα λεπτά τῆς ὥρας.

η) Ὁ χρόνος παραδόσεως τῶν εισπράξεων ὑπὸ τοῦ εισπράκτορος γραμμῆς τροχιοδρόμων Περάματος εἰς εἴκοσι (20') πρῶτα λεπτὰ τῆς ὥρας.

2. Ἡ ἐν τῷ Πειθαρχικῷ Συμβουλίῳ παράστασις τινὸς ἐκ τοῦ προσωπικοῦ, εἴτε ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ ἐγκαλουμένου, εἴτε ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ μάρτυρος θεωρεῖται ὁ χρόνος πραγματικῆς ἐργασίας, ἐφ' ὅσον αὕτη λαμβάνει χώραν ἐντὸς τοῦ δι' ἐκάστην τούτων ὠρισμένου χρόνου ἐργασίας.

3. Τὰ ἐξ ἐργαζομένων μέλη τῶν Πειθαρχικῶν καὶ λοιπῶν Συμβουλίων τῶν Ε.Η.Σ. συμμετέχοντα εἰς τὰς συνεδριάσεις, θεωροῦνται προσφέροντα ἐνεργὸν ὑπηρεσίαν εἰς τοὺς Ε.Η.Σ., καθ' ὅσας ὥρας διαρκεῖ ἡ Συνεδρίασις καὶ ἐπὶ τριάκοντα πρῶτα λεπτὰ τῆς ὥρας, ἐπὶ πλέον, διὰ τὸν χρόνον μεταβάσεως εἰς τὴν ἔδραν, ἔνθα συνεδριάζει τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον 5.

1. Λόγῳ τῆς ιδιομορφίας τῆς ἐργασίας τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος διεπομένου προσωπικοῦ, ἐπιτρέπεται ἄνευ ἀδείας τῆς Ἀρχῆς ὑπέρβασις τῶν κατ' ἄρθρον 3 ὀριζομένων ὁρίων κανονικῆς ἐργασίας, λογιζομένη ὡς ὑπερωρία, εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις :

α) Πρὸς ὀργάνωσιν μέτρων σωτηρίας, διακοπῆς κινητηρίου δυνάμεως, ζημιῶν ἐπελθουσῶν εἰς ὕλικόν.

β) Εἰς πᾶσαν ἐτέραν ἐξαιρετικὴν περιπτώσιν ἀνωτέρας βίας, ἥτοι συγκρούσεως, πλημύρας, ἐπιστρατεύσεως ἢ αἰφνιδίας ἀποχωρήσεως ἱκανοῦ ἀριθμοῦ προσωπικοῦ ἐκ τῆς ὑπηρεσίας.

2. Ἡ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον ὑπέρβασις διὰ τὴν πρώτην ἡμέραν εἶναι ἀπεριόριστος, διὰ τὰς ἐπομένους τέσσαρας ἡμέρας μέχρι τεσσάρων (4) ὥρῶν, κατ' ἀνώτατον ὅριον, δι' ἐκάστην καὶ διὰ τὰς ἐν συνεχείᾳ τούτων ἡμέρας δὲν δύναται νὰ εἶναι ἀνωτέρα τῶν δύο (2) ὥρῶν καθ' ἐκάστην. Πάντως, αἱ ὡς ἄνω ὑπερβάσεις τῆς κανονικῆς ἐργασίας, ἐν συνόλῳ, δὲν δύνανται νὰ εἶναι ἀνωτέραι τῶν ἐκατὸν εἴκοσι (120) ὥρῶν ἐτησίως.

3. Εἰς ἀπάσας τὰς ἀνωτέρω περιπτώσεις ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῶν Ε.Η.Σ. ἢ ὁ ἐντεταλμένος πρὸς τοῦτο ὑπάλληλος ὑποχρεοῦται, πάντως, ὅπως ἀναγγεῖλῃ τὴν ὑπερωριακὴν ἀπασχόλησιν εἰς τὸ ἀρμόδιον Τμήμα Ἐργασίας ἐντὸς τῆς ἐπομένης ἢ ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀδύνατον τῆς μεθεπομένης ἐργασίμου ἡμέρας, ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ὑπερωριακῆς ἀπασχολήσεως.

4. Ἐπιφυλασσομένης τῆς ἰσχύος τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν.Δ. 4020/1959, ἡ ἀμοιβὴ ἐκάστης ὥρας ὑπερωριακῆς ἀπασχολήσεως τῶν, κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον, ὀριζομένων ὑπερωριῶν, ἰσοῦται πρὸς τὸ ὠρομίσθιον ἐξευρισκόμενον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ἀπὸ 26.2.1975 Ἐθνικῆς Γενικῆς Συλλογικῆς Συμβάσεως Ἐργασίας καὶ προσηυξημένου κατὰ ποσοστὰ :

α) 30 % διὰ τὰς μέχρι 60 ὥρας ἐτησίως.

β) 50 % διὰ τὰς πέραν τῶν 60 ὥρῶν ἐτησίως καὶ μέχρις 120, ἐκτὸς ἂν ἐξ ἐθίμου ἢ συνηθείας καταβάλλεται ἡυξημένη τοιαύτη.

5. Εἰς περιπτώσιν μὴ ἐγκαίρου προσελεύσεως τινὸς ἐκ τοῦ ὡς ἄνω προγραμματιζομένου προσωπικοῦ κατὰ τὴν ἐναλλαγὴν τῆς φυλακῆς, τὸ προσωπικὸν τῆς Δ' φυλακῆς (προϊστάμενος Ἀμαξοστοιχιῶν ἢ ἠλεκτροδηγὸς ἢ Εἰσπράκτωρ Τροχιοδρόμων) ὑποχρεοῦται νὰ ἐκτελέσῃ πλῆρες τὸ τελευταῖον πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἐργασίας δρομολόγιον, ἔστω καὶ ἂν ἀπαιτεῖται πρὸς τοῦτο πρόσθετος, μετὰ τὴν λήξιν τῆς ἐργασίας του, ἀπασχόλησις.

Διὰ τὰς προσθέτους ταύτας, μετὰ τὴν λήξιν τῆς ἐργασίας ἀπασχολήσεις, καταβάλλεται τὸ ὠρομίσθιον προσηυξημένον, ἐν πάσῃ περιπτώσει κατὰ 75 %.

Ἄρθρον 6.

Διορία — Διάλειμμα.

Ἡ διορία δι' ἐβδομαδιαίαν περίοδον ἐργασίας πρωῒν ὀρίζεται κατ' ἀνώτατον εἰς 52 ὥρας μὲ ἐν διάλειμμα ἡμερησίως οὐχὶ μεῖζον τῶν τεσσάρων ὥρῶν, οὐδὲ ἔλασσον τῶν δύο.

Τὸ διάλειμμα δὲν εἶναι δυνατόν νὰ πραγματοποιηθῇ πρὸ τῆς ἐκτελέσεως τριώρου τοῦλάχιστον ὑπηρεσίας ἀπὸ

τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐργασίας. Τὸ διάλειμμα τοῦτο ὀρίζεται εἰς ἐν ἐβδομαδιαίως, κατὰ τὴν διάρκειαν δὲ διαλείμματος μείζονος τῶν δύο (2) ὥρῶν τὸ προσωπικὸν δικαιούται νὰ ἐγκαταλείπῃ τὸν τόπον τῆς ἐργασίας του.

Ἄρθρον 7.

Διακοπὴ ἐργασίας.

Ἡ διακοπὴ ὀρίζεται τοῦλάχιστον 12 ὥρας ἢ ὅποια εἶναι δυνατόν νὰ περιορισθῇ εἰς 10 ὥρας κατὰ τὴν ἀλλαγὴν τῆς φυλακῆς.

Ἄρθρον 8.

Ἀνάπαυσις.

1. Αἱ ἡμέραι ἀναπαύσεως ὀρίζονται δέκα τρεῖς (13) ἐντὸς ἐνενήκοντα μιᾶς (91) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως οἰασθῆποτε περιόδου ἐργασίας, ἐκ τῶν ὁποίων δύο (2) τοῦλάχιστον ἀναπαύσεις νὰ ἐμπίπτουν ἡμέραν Κυριακὴν, ἐκτὸς ἐὰν τὰ ἐφαρμοζόμενα προγράμματα ἐργασίας ἐξασφαλίζουν ἐπὶ τὰ τοῦλάχιστον ἀναπαύσεις καθ' ἡμέραν Κυριακὴν, ἐντὸς τοῦ ἔτους.

2. Μισθωτοὶ ἀπασχολούμενοι κατὰ τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 παρ. 1 τοῦ Β. Δ/τος 748/1966 καθοριζόμενας ἡμέρας ὑποχρεωτικῆς ἀργίας, δικαιούνται προσθέτων τῆς προηγουμένης παραγράφου ὀριζομένων ἀναπαύσεων, ὡς ἀκολουθῶς :

α) Διὰ τὸ ἔτος 1975 μέχρι δύο (2) κατ' ἀνώτατον ὅριον.

β) Διὰ τὸ ἔτος 1976 καὶ ἐπέκεινα μέχρι τεσσάρων (4) κατ' ἀνώτατον ὅριον ἢ πέντε (5), ἐφ' ὅσον ἡ προαιρετικὴ ἀργία τῆς 1ης Μαΐου ἤθελε ὀρισθῇ δι' ἀποσφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἀπασχολήσεως, δυνάμει τοῦ Α.Ν. 380/68, ὡς ὑποχρεωτικῆς τοιαύτης.

3. Ἡ ἀνάπαυσις ἀρχομένη ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς διακοπῆς, περὶ ἧς τὸ ἄρθρον 7, τῆς τελευταίας πρὸ τῆς ἀναπαύσεως ἡμερησίας ἐργασίας, δέον νὰ εἶναι διάρκειας τοῦλάχιστον 24 ὥρῶν, καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει δὲν δύναται νὰ συμπίπτῃ πρὸς μίαν τῶν ὑπὸ τοῦ Β. Δ/τος 748/1966 ὀριζομένων ὑποχρεωτικῶν ἀργιῶν.

Ἡ ἐργασία τῆς πρωῒνῆς φυλακῆς κατὰ τὰς Κυριακὰς καὶ ἐξαιρεσίμους ἡμέρας δὲν δύναται νὰ παραταθῇ πέραν τῆς 16ης ὥρας.

Ἐπιτρέπεται κατόπιν προηγουμένης ἐνημερώσεως τοῦ ἀρμοδίου Προϊσταμένου ἢ ἀμοιβαία ἀλλαγὴ τῆς ὑπηρεσίας καὶ τῆς ἀναπαύσεως λόγω ἐκτάκτου καὶ ἡτιολογημένης ἀνάγκης τοῦ ἐνδιαφερομένου.

Ἄρθρον 9.

Περίοδος ἐργασίας.

Ἡ περίοδος ἐργασίας ὀρίζεται κατ' ἀνώτατον ὅριον ὡς ἑξῆς.

Ἄρθρον 10.

Πίνακες προσωπικοῦ.

Ἡ Διεύθυνσις τῶν Ε.Η.Σ. ὑποχρεοῦται νὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὸ ἀρμόδιον Τμήμα Ἐργασίας, πρὸς θεώρησιν :

α) Βιβλίον ὑπερωριῶν ὑπὸ τύπον ἡμερολογίου τηρούμενον ὡς ὀρίζει τὸ ἄρθρον 3 παρ. 1 περ. β' καὶ παρ. 2 τοῦ Ν.Δ. 515/70.

β) Διὰ τοῦ ἔτους κατὰ τοὺς μῆνας Μαῖον καὶ Ὀκτώβριον Πίνακα ἐμφαίνοντα :

αα) Τὸ ὀνοματεπώνυμον τῶν ἀπασχολούμενων μισθωτῶν κατὰ εἰδικότητα, κατηγορίας ἢ κλάδους.

ββ) Τὸν χρόνον προσλήψεως εἰς τοὺς Ε.Η.Σ., ὡς καὶ τὸν χρόνον τῆς τυχόν προϋπηρεσίας των εἰς ἄλλους ἐργοδότας, τὴν ἡλικίαν καὶ τὴν οἰκογενειακὴν κατάστασιν τούτων.

γγ) Τὰς καταβαλλόμενας πάσης φύσεως ἀποδοχὰς (βασικαὶ προσαυξήσεις, ἐπιδόματα θέσεως ἢ εὐθύνης κ.λπ.).

γ) Μηνιαίως πίνακας ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως τοῦ προσωπικοῦ κατ' εἰδικότητα, κατηγορίας ἢ κλάδους, ἐνθα θ' ἀναγράφωνται τὸ ὀνοματεπώνυμον τοῦ προσωπικοῦ, ἡ ἡμερησία ἐργασίας αὐτοῦ, ἥτοι τὸ ὠράριον, ἢ ἐκάστοτε

άλλαγή τῆς σειρᾶς ἐργασίας, ἡ θέσις παραλαβῆς καὶ παραδόσεως τῆς ἐργασίας καὶ ἡ ἡμερομηνία ἀναπαύσεώς του.

Ἡ σειρά ἐργασίας τοῦ προσωπικοῦ τοῦ ὑπολογιζομένου εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος κανονισμοῦ καὶ ἐργαζομένου εἰς δύο φυλακὰς, δέον ὅπως μεταβάλλεται καθ' ἐκάστην περίοδον ἐργασίας, ὥστε ὁ ἐργασθεὶς ἀπογευματινὰς καὶ ἑσπερινὰς ὥρας κατὰ μίαν περίοδον ἐργασίας νὰ ἐργάζεται κατὰ τὴν ἐπομένην περίοδον ἐργασίας εἰς πρωινὰς ὥρας, ἐπιτρεπομένης τῆς μὴ ἐναλλαγῆς τῆς φυλακῆς εἰς περιπτώσεις φοιτήσεως τοῦ προσωπικοῦ εἰς Σχολὰς ἐπιμορφώσεως ἢ εἰδικῆς μαθητείας.

Τὸ ἀναγεγραμμένον εἰς τοὺς μηνιαίους πίνακας ἐργασίας προσωπικὸν ἀνεξαρτήτως τοῦ πίνακος εἰς τὸν ὁποῖον ἀνήκει εἶναι δυνατόν ἐκτάκτως νὰ μετατίθεται ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τῆς ὑπηρεσίας.

Εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτήν ὡς τόπος ἀναλήψεως ἐργασίας θεωρεῖται ὁ ἀναγεγραμμένος εἰς τοὺς πίνακας ἐργασίας.

Τὸ καθ' ἐκάστην ἐφεδρικόν, ἐκ τοῦ καταλαμβανομένου ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, προσωπικόν, ἥτοι τὸ πρὸς κάλυψιν κενῶν θέσεων λόγῳ ἀσθενειῶν, ἀπουσιῶν, κανονικῶν ἀδειῶν ὡς καὶ προσθέτων ἐκτάκτων ὑπηρεσιῶν δὲν θὰ περιλαμβάνεται εἰς τοὺς ὡς ἄνω μηνιαίους πίνακας, ἀλλ' ἀναγράφεται εἰς τὸν ἴδιον πίνακα ἐργασίας, ἐν ᾧ ἐμφαίνονται ἅπαντα τὰ ἐν τῷ μηνιαίῳ πίνακι στοιχεῖα, πλὴν τῆς ἡμερησίας ὑπηρεσίας αὐτοῦ, ἥτις ἀναγγέλεται εἰς τὸ προσωπικὸν ἀπὸ τῆς προηγουμένης ἡμέρας διὰ τῆς ἐκδιδομένης, καθ' ἐκάστην Ἡμερησίας Διαταγῆς Ὑπηρεσίας (Η.Δ.Υ.).

Ἐκάστην μεσημβρίαν καὶ οὐχὶ πέραν τῆς 12.30' κοινοποιεῖται ἡ Η.Δ.Υ. ἰσχύουσα διὰ τὴν ἐπομένην, ἥτις περιλαμβάνει ἀπάσας τὰς ἀπαιτούμενας τροποποιήσεις καὶ συμπληρώσεις τῶν κενῶν θέσεων λόγῳ ἀσθενειῶν, ἀπουσιῶν, ἀδειῶν κ.λπ. πρὸς ἐνημέρωσιν τοῦ προσωπικοῦ καὶ διὰ τὴν ὁμαλὴν διεξαγωγὴν τῆς κυκλοφορίας.

Ἀντίτυπα τῶν πινάκων ἐργασίας καὶ τῆς Η.Δ.Υ. ἀναρτῶνται εἰς ἐμφανὲς μέρος πλησίον τοῦ τόπου ἐργασίας των.

Ἀπαν τὸ προσωπικὸν ὑποχρεοῦται νὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τῆς Η.Δ.Υ., ἔστω καὶ ἂν ἀνήκει εἰς Μηνιαῖον Πίνακα Ἐργασίας διὰ τυχὸν ἐκτακτὸν μεταβολὴν τῆς τακτῆς αὐτοῦ ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 11.

Κατάργησις διατάξεων.

Καταργεῖται πᾶσα προγενεστέρα διάταξις ἀντικειμένη τῷ παρόντι κανονισμῷ.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται τὴν 16ην Αὐγούστου 1975.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Ἀπασχολήσεως Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΕΩΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΛΑΣΚΑΡΗΣ